L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 3 JANVIER 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
No 85, RUE DE CHARTRES

Journal Officiel de l'Etat, du Conseil Général et du Conseil de la Première Municipalité.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 3 JANVIER

Vague Rumeur.

On faisait courir le bruit hier soir, que des dépêches télégraphiques annonçaient l'arrivée du steamer Arabie et la nouvelle d'une contre-révolution en France ayant renversé en ville Louis Napoléon. Ce bruit semble n'avoir eu d'autre fondement, que la vague rumeur répandue par le steamer *Africa* n'avait pas encore été expédié, bien que le télégraphe fut à sa disposition et prêt à fonctionner.

Depuis que les nouvelles télégraphiques, dont on trouvera plus loin le texte, nous transmettent des nouvelles d'Europe, arrivées par l'*Africa*. La ville est tranquille au départ de ce steamer et toutes les affaires commerciales étaient languissantes.

☞ **Les Malles.** Sont reçues ce matin, à neuf heures, les lettres apportées par le steamer **Europa**.

NOUVELLES DE FRANCE.

PAR L'EUROPA

Nouveaux détails sur le Coup-d'Etat.

Les dernières dépêches qui nous sont parvenues par le télégraphe, annoncent des beaux événements qui se préparaient dans la capitale française. Le coup d'état dont Paris a été le théâtre, a complètement frappé d'étonnement tous ceux qui n'étaient pas dans le secret des événements qui se préparaient.

Nous donnons dans les journaux apportés ce matin, sur la poste et les dépêches suivantes, que nous nous empressons de mettre devant nos lecteurs. Les journaux français ne sont pas encore arrivés.

Nous publions ci-après ceux suivant dans le *Bulletin Public* du 24 courant :

FRANCE

Les actes suivants, que nous tenons de différentes sources complètement la teneur des petits événements qui ont eu lieu jusqu'au moment de la clôture.

Europa

Paris, mardi 2 décembre, 2 heures P. M.

Le Président de la République a été informé ce matin que l'Assemblée avait eu pour but de se réunir illégalement et immédiatement MM. Baze et autres chefs de la majorité. Le Président *Etat* contre le Président, et a ordonné que ce qui suit, c'est-à-dire, qu'il serait dissous, que l'Assemblée prononcée ou dissoute et par le peuple à la République détruite.

Par cet ordre les mesures immédiates furent prises, et les principaux auteurs suivantes ont été arrêtés et mis en prison et à l'armée : Cette plus importantes dispositions sont :

Le rétablissement du suffrage universel.

Le bannissement de Thiers, de la Tribune, de Changarnier, de Lamoricière, de Leflo, de Charras, de Nadaud, de Cavaignac, Bedeau, Lagrange, Lidru-Rollin, Carnot, Michel, Charras, de Tocqueville, de Corbon, de Rémusat, de Duvergier de Hauranne, de Chambolle, de Greppo, Baze, Roger du Nord, Rouher, Quentin Bauchart, Dupin aîné, Piscatory, Benoist d'Azy, Odilon Barrot, de Broglie, Molé, Dufaure, Passy, Léon Faucher, Vivien, de Beaumont, Quentin, Bauchart, Duchâtel, Tocqueville, Corbière, Mortimer Ternaux, de Kerdrel, Portalis, Giroy, de Lasteyrie, Dufaure, Oudinot, etc., etc.

Le rétablissement de la Place de la Concorde, des Champs Elysées et des Tuileries, les jardins seront ouverts au public.

Le rétablissement du Carrousel furent ouverts.

Les membres de l'ancienne Chambre, Berryer, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Chambolle, Chevé, Chegaray, Baudrand, Benoist d'Azy, Corbon, Charras, M. M. Lagrange, Bedeau, Leflo, Lidru-Rollin, Carnot, Cavaignac, Tocqueville, Greppo, Nadaud, Thiers, Changarnier, Lamoricière, Charras, et autres ont été arrêtés. Les autres ont été soumis à Vincennes, plus ou moins grand nombre.

Le général Cavaignac voulut harangner la foule devant le Palais Bourbon, mais il fut arrêté et mis en prison.

Le colonel Charras, en voulant résister, a été légèrement blessé.

Les troupes ont commencé à entrer en ville à 5 heures du matin. Elles ont été saluées par les cris de Vive Napoléon ! Vive le Président ! Vive le Peuple ! Vive l'Armée ! Vive la République !

Le calme est complet. Aucun événement n'a eu lieu jusqu'au moment de la clôture.

Europa

Paris, mardi 2 décembre, 2 heures P. M.

Le Président de la République a été informé ce matin que l'Assemblée avait eu pour but de se réunir illégalement et immédiatement MM. Baze et autres chefs de la majorité. Le Président *Etat* contre le Président, et a ordonné que ce qui suit, c'est-à-dire, qu'il serait dissous, que l'Assemblée prononcée ou dissoute et par le peuple à la République détruite.

Par cet ordre les mesures immédiates furent prises, et les principaux auteurs suivantes ont été arrêtés et mis en prison et à l'armée : Cette plus importantes dispositions sont :

Le rétablissement du suffrage universel.

Le bannissement de Thiers, de la Tribune, de Changarnier, de Lamoricière, de Leflo, de Charras, de Nadaud, de Cavaignac, Bedeau, Lagrange, Lidru-Rollin, Carnot, Michel, Charras, de Tocqueville, de Corbon, de Rémusat, de Duvergier de Hauranne, de Chambolle, de Greppo, Baze, Roger du Nord, Rouher, Quentin Bauchart, Dupin aîné, Piscatory, Benoist d'Azy, Odilon Barrot, de Broglie, Molé, Dufaure, Passy, de Lasteyrie, Dufaure, Oudinot, de Beaumont, Quentin, Bauchart, Duchâtel, Tocqueville, Corbière, Mortimer Ternaux, de Kerdrel, Portalis, Giroy, de Lasteyrie, Dufaure, Oudinot, etc., etc.

Le rétablissement de la Place de la Concorde, des Champs Elysées et des Tuileries, les jardins seront ouverts au public.

Le rétablissement du Carrousel furent ouverts.

Les membres de l'ancienne Chambre, Berryer, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Chambolle, Chevé, Chegaray, Baudrand, Benoist d'Azy, Corbon, Charras, M. M. Lagrange, Bedeau, Leflo, Lidru-Rollin, Carnot, Cavaignac, Tocqueville, Greppo, Nadaud, Thiers, Changarnier, Lamoricière, Charras, et autres ont été arrêtés. Les autres ont été soumis à Vincennes, plus ou moins grand nombre de Henri V ! Il n'est ce qu'il dit, dirent plusieurs voix ? Le même qui a combattu la république à Rome. Peu après, l'assemblée fut dispersée par les chasseurs de Vincennes.

Il est curieux que le 2 décembre, date du *coup d'Etat*, soit également l'anniversaire du couronnement de l'Empereur en 1804, et de la bataille d'Austerlitz en 1805.

Proclamation de Napoléon.

Appel au Peuple.

FRANÇAIS.—La situation actuelle n'est plus tenable. Chaque jour l'état du pays empire. L'assemblée qui devait donner l'exemple de l'ordre, est devenue le théâtre des complots. Le patriotisme de trois cents de ses membres n'a pu retenir ses fatales tendances. Au lieu de faire des lois dans l'intérêt général du peuple, elle forgeait des armes pour la guerre civile. Elle attaquait le pouvoir que je tiens du peuple. Elle encourageait les passions mauvaises, elle troublait le repos de la France. De l'ai dissoute et je fais le peuple juge entre elle et moi.

La constitution, comme vous le savez, a été faite dans l'intention de me ravir une partie des pouvoirs que vous m'avez confiés. Le vote de six millions d'électeurs était une protestation éloquente contre elle, et cependant je l'ai fidèlement observée. Les provocations, les calomnies, les outrages, les insultes n'ont trouvé impassible. Mais aujourd'hui que la base fondamentale n'est plus respectée par ceux qui l'invoquaient sans cesse, et que les bonnes qui ont déjà détruit deux monarchies essayent de me lier les mains afin de renverser la république, non devoir est tracé —renverser leurs perfides projets, maintenir la république et sauver le pays en faisant un appel au jugement solennel du seul pouvoir souverain que je reconnaisse en France. Je fais donc en conséquence un appel loyal à la Nation et je lui dis : si vous désirez rester dans l'état de trouble et d'incertitude qui vous dégrade et menace votre avenir, choisissez une autre personne à ma place, car je ne veux plus d'une position qui me met dans l'impuissance de faire le bien, mais qui me rend cependant responsable d'actes que je ne puis empêcher et qu'incidemment au gouvernement lorsque je vois le mal vers entraîne sur les écarts.

Si au contraire, vous avez encore confiance en moi, donnez-moi alors les moyens d'accomplir la grande mission que vous m'avez confiée, et qui a pour but de fermer la voie aux révolutions, en satisfaisant aux besoins légitimes du peuple, de protéger contre les passions subversives, et de créer des institutions sur lesquelles un état social durable puisse être fondé.

Persuadé que l'instabilité du pouvoir, que la prépondérance d'une chambre unique, sont des causes permanentes de troubles et de discordes, je soumets à votre décision les Bases Fondamentales d'une constitution, que les assemblées discuteront plus tard.

Je—L'élection pour dix ans d'un président responsable. 2e—Le ministère dépendant seulement du pouvoir exécutif. 3e—Un Conseil d'Etat, formé d'hommes distingués, devant préparer les lois et les discuter devant le corps législatif. 4e—Le corps législatif discutant et votant les lois demandées par le suffrage universel, sans le fait de scrutin qui fausse les élections. 5e—Une deuxième chambre, composée des hommes les plus illustres du pays. Un pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques.

Ce système, créé par le premier consul au commencement de ce siècle, et dont l'expérience a consacré les bienfaits, vous donnera, comme lui, la force, la lumière et la prospérité. Telle est ma profonde conviction. Si vous la partagez, ce que je ne saurais mettre en doute, manifestez-la par votre vote. Si, au contraire, vous préférez un gouvernement sans force, soit monarchique ou républicain, emprunté aux chimères du passé, répondez dans la négative. Alors, donc, pour la première fois depuis quarante ans, vous voterez avec pleine connaissance des faits, et prenant pour moi et comment. Si je n'obtiens pas la majorité des voix consacrant ma nouvelle assemblée et les remettrez les pouvoirs que j'ai reçus de vous.

Mais si vous croyez que la cause symbolique par un nom, que la gloire, que l'avenir de la France sont liés à la mienne, vous me donnerez la majorité des votes, afin que le peuple et l'armée sachent d'avance à quoi s'en tenir sur la durée de la mission qui me sera confiée et sur les mesures que j'aurai à prendre pour la remplir.

Alors, la France et l'Europe échapperont à l'anarchie, et les obstacles disparaîtront, car tout le pouvoir viendra de moi, et dans le décret du peuple, l'arrêt de la Providence.

Palais de l'Elysée, 2 décembre 1851.

(Signé) LOUIS NAPOLEON BONAPARTE.

PROCLAMATION A L'ARMEE.

Soldats ! Soyez fiers de votre mission ; vous sauverez le pays. Je compte sur vous, non pour que je viole la loi, car je viens jurer la première les lois pays la souveraineté nationale dont je suis le représentant légitime.

Vous savez tous que j'ai horreur du parjure, comme des obstacles qui m'ont empêché de vous faire le bien que je désirais et vous avez prouvé contre moi par votre sympathie pour moi. Ces obstacles n'existent plus. L'Assemblée dans chaîne une cause d'anarchie, que le tiens de la nation elle-même.

Je fais un appel loyal au peuple et à l'armée et je leurs dis : donnez-moi les moyens d'assurer votre prospérité, en choisissez en un autre à ma place.

En 1830, comme en 1848, vous avez été traîtreusement calomniés. Après avoir reconnu votre désintéressement et héroïsme, ils ont déshonoré de conseiller votre ardeur, et, en cherchant vous chef de pays. Aujourd'hui, à ce moment solennel, je désire que la voix de l'armée soit entendue.

Votez donc librement comme citoyens, mais, comme soldats n'oubliez pas qu'une obéissance passive est de droit de chef de l'Etat, responsable à devoir mes actes devant la postérité et devant Dieu.

Soldats, je ne vous parle pas des souvenirs attachés à mon nom. Ils sont gravés dans vos cœurs. Vous souvenez que par des lieux que rien ne peut briser. Votre histoire est la mienne. Il existe dans le passé, entre vous et moi, une communauté de gloire et de malheur. Deux fois déjà le peuple m'a confié son pouvoir. Deux fois j'ai trouvé mon droit et dans les urnes et dans le cœur de l'armée. Aujourd'hui, je fais appel à votre courage et à votre dévouement.

Si vous craignez que l'héritage de nos gloires ne tombe entre les mains d'un autre, reflechissez que la confiance tout au plus—nullement puissante par la loi !

Il accueil avait ouvert une autre ère de grandeur et le fut porte que votre cœur me refuse. Vous savez que l'avenir que je propose à la nation, vous entre tous, vous ne voulez pas porter de la guerre civile dans vos foyers. Ceux qui osent le tenter, seront à l'instant frappés par la force nationale et par la vôtre